



La Pologne va-t-elle déclencher une guerre avec la Russie ? Un plan pour l'OTAN est déjà prêt

Par [Philippe Rosenthal](#)

Mondialisation.ca, 14 novembre 2024

[Observateur continental](#) 12 novembre 2024

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

L'ordre du jour de la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères, qui se réuniront au siège de l'OTAN, à Bruxelles, pourrait traiter de la question d'autoriser les pays de l'OTAN à intercepter des missiles dans le ciel au-dessus de l'Ukraine.

C'est ce que le ministre polonais des Affaires étrangères, Radoslaw Sikorski, a annoncé dans un entretien à la télévision polonaise.

Radoslaw Sikorski, membre de Plate-forme civique comme le Premier ministre polonais, Donald Tusk, a soulevé le 4 novembre dernier la question de l'interception de missiles par les forces de l'OTAN. «Les membres de l'OTAN pourraient discuter de la possibilité d'intercepter des missiles russes au-dessus du territoire ukrainien lors de leur prochaine réunion ministérielle, [a-t-il annoncé](#) à la chaîne de télévision polonaise TVN24.

La réunion de l'OTAN semble être prévue les 3 et 4 décembre 2024, si ce n'est pas plus tôt. Pour le moment le site de l'OTAN [fait savoir](#): «Le programme détaillé pour les médias sera publié sur le site web de l'OTAN peu avant la réunion». La question de l'interception des missiles russes dans l'espace aérien au-dessus de l'Ukraine par les États membres de l'OTAN a suscité des discussions complexes sur les limites du droit à l'autodéfense. Toutefois, cette question est régulièrement soulevée.

Le même jour de l'entretien de Radoslaw Sikorski, comme [signalé](#) par *Observateur Continental* le vice-Premier ministre polonais, Krzysztof Gawkowski du parti politique de la Nouvelle Gauche, a accusé Volodymyr Zelensky d'attirer la Pologne dans la guerre avec la Russie. «Zelensky veut que la Pologne lance des missiles sur l'Ukraine, c'est-à-dire qu'il veut que la Pologne entre en guerre, c'est-à-dire qu'il veut que la Pologne soit en guerre avec la Russie», a-t-il dénoncé au contraire de Radoslaw Sikorski, montrant des divergences profondes dans l'establishment politique sur les rives de la Vistule.

Selon Radoslaw Sikorski, il est question de la possibilité de pouvoir intercepter des missiles russes dans le ciel ukrainien. Il y a quelques mois, le ministre polonais des Affaires étrangères avait déjà lancé [une initiative](#) similaire, soulignant qu'il était du «devoir constitutionnel» des États limitrophes de l'Ukraine d'abattre les missiles russes. Radoslaw Sikorski a, également, ajouté que l'adhésion à l'OTAN «n'annule pas la responsabilité de chaque pays de protéger son espace aérien».

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, [a appelé](#) à plusieurs reprises les pays

occidentaux à abattre les drones et les missiles lancés depuis la Russie au-dessus du territoire ukrainien. À titre d'exemple, il a cité l'assistance apportée à Tel-Aviv lors de l'attaque iranienne contre Israël en avril de cette année. Ensuite, sur plus de 300 drones et missiles tirés par Téhéran, seuls quelques-uns sont tombés sur le territoire israélien, provoquant des dégâts mineurs. Le succès de leur interception a été assuré par les États-Unis et un certain nombre de pays arabes, dont la Jordanie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU).

Mais, Jens Stoltenberg, qui était alors secrétaire général de l'OTAN, «l'avait rejetée, estimant qu'elle risquait d'entraîner l'Alliance dans le conflit», [souligne](#) le site *Zone Militaire*.

Le fait que la défense aérienne polonaise puisse être utilisée pour détruire des missiles dans le ciel ukrainien a commencé à être discuté à l'été 2024. Kiev et Varsovie ont signé [un accord](#) de coopération en matière de sécurité en juillet.

Comme Volodymyr Zelensky l'a expliqué, ce document prévoit la possibilité d'intercepter des missiles et des drones dans l'espace aérien ukrainien tirés vers l'ouest. En outre, l'Ukraine et la Pologne [ont convenu](#) d'une coopération en matière d'aviation de combat, suggérant un travail conjoint avec des avions déjà transférés par les autorités polonaises, ainsi que le transfert éventuel d'unités d'équipement supplémentaires à Kiev.

Dans ces accords bilatéraux, ils ont, également, décidé de former une unité de la Légion ukrainienne sur le territoire polonais, pour laquelle les alliés occidentaux de Kiev se chargeraient de l'équiper. *Ouest-France* [a commenté](#) cette décision: «La Légion ukrainienne a ouvert un centre de recrutement dans la ville polonaise de Lublin le 3 octobre». Le président ukrainien a invité les citoyens ukrainiens, qui se trouvent dans les pays de l'UE, à rejoindre les forces armées ukrainiennes grâce à la Légion.

Le Premier ministre polonais, Donald Tusk a, à son tour, promis de discuter avec les alliés de l'Alliance de la possibilité d'abattre des missiles au-dessus de la partie occidentale de l'Ukraine, près de la frontière polonaise. Selon lui, les parties ont inclus dans l'accord une clause sur la nécessité de commencer à discuter de cette question avec les membres du bloc de l'Atlantique Nord. Le chef du gouvernement polonais a souligné que de telles actions «exigent la responsabilité globale de l'Alliance».

Le porte-parole du commandement de l'armée de l'air ukrainienne, Ilya Levlach, [a dévoilé](#) – à plusieurs reprises – que l'Ukraine ne disposait pas suffisamment de systèmes de défense aérienne pour abattre les missiles lancés par la Russie. Volodymyr Zelensky a aussi [tambouriné](#) que l'État dispose d'environ 25% des systèmes de défense aérienne nécessaires et qu'il a besoin de 120 à 130 avions de chasse modernes.

Quelques jours après la conclusion de l'accord de juillet, le ministre polonais de la Défense, Wladyslaw Kosiniak-Lamysz, [a insisté](#) pour dire que son pays n'abattrait pas les missiles russes volant vers l'ouest de l'Ukraine sans obtenir l'approbation de tous les pays de l'OTAN. Il a pointé du doigt que l'Alliance était «sceptique quant à cette idée» et que dans le bloc de l'Atlantique Nord, il «ne voyait pas de partisans favorables à une telle décision».

En Russie, les propos de Radoslaw Sikorski ont – comme on pouvait s'y attendre – suscité l'hostilité, les qualifiant d'«irresponsables» et menaçant de «donner une réponse adéquate et spécifique». Pendant ce temps, aux États-Unis des membres du Congrès des partis démocrate et républicain [ont demandé](#) au président Joe Biden d'accorder à Varsovie le droit

de neutraliser et d'intercepter des missiles et des drones au-dessus de l'Ukraine.

Surtout ceux qui menacent d'intrusion dans l'espace aérien polonais. Selon eux, une telle mesure est nécessaire en tant que mécanisme pour soutenir l'Ukraine et protéger les frontières de l'Alliance. En novembre 2022, deux agriculteurs ont été tués par un missile près de la frontière avec l'Ukraine. La presse occidentale et polonaise accusaient la Russie. *Europe1* [a remis les faits](#) à l'endroit: «Le missile, qui en novembre 2022 avait tué deux civils dans le village polonais de Przewodow, près de la frontière avec l'Ukraine, était bien ukrainien et non russe».

La Pologne, à voir les positions du Premier ministre polonais et du ministre polonais des Affaires étrangères, promeut l'idée d'inclure plus activement les pays de l'OTAN dans le conflit, et d'autre part, elle se concentre sur la protection de son territoire.

Ce pays slave peut devenir un leader régional et déclarer ensuite sa participation active et la nécessité de recevoir une aide financière et des investissements pour cela. Varsovie a ses propres intérêts. Varsovie souligne qu'elle soutient - par tous les moyens - l'Ukraine de toutes ses forces.

Ainsi, il faut, donc, s'attendre à ce que Varsovie propose une discussion sur le problème de la défense aérienne ukrainienne lors de la réunion ministérielle de l'OTAN. Volodymyr Zelensky souhaiterait l'élargir afin que l'OTAN couvre toute l'Ukraine occidentale d'un parapluie protecteur. Cela mérite réflexion, mais la Pologne ne mettra certainement pas en œuvre une telle chose sans le consentement de l'OTAN.

Philippe Rosenthal

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Philippe Rosenthal](#), [Observateur continental](#), 2024

Articles Par : **Philippe
Rosenthal**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

